

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ
de respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 11 avril 2017 et du
24 septembre 2020 et les arrêtés préfectoraux du 24 octobre 2012
et du 27 août 2014 pour son établissement de LESQUIN**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 accordant à la société SIL (services immobiliers logistiques) l'autorisation d'exploiter 4 nouvelles cellules de stockage à LESQUIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2014 imposant à la société SIL des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LESQUIN ;

Vu le courrier préfectoral du 3 décembre 2020 actant la reprise d'exploitation des installations exploitées par la société SIL au profit de la société LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 6 février 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 6 février 2025 et réceptionné le 25 mars 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 6 février 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 16 janvier 2025 de l'établissement LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ situé 390 rue du calvaire CRT n°1 59811 LESQUIN, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- le dernier rapport de vérification des robinets d'incendie armés (RIA) et du système d'extinction automatique d'incendie montrent des points de non-conformités ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la suffisance des moyens en eau pour l'extinction d'un incendie estimé à 270 m³/h pendant 3 heures ;
- l'exploitant n'a pas formalisé dans un document sa stratégie de lutte contre l'incendie par rapport à son stockage de liquide inflammable ;
- l'exploitant n'a justifié ni de la conception initiale ni de l'adéquation du système d'extinction automatique d'incendie à la nature du stockage de liquide inflammable ;

2. ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.6.4., 7.6.4.1. et 7.6.4.12. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2012 susvisé et des articles VI.1.II, VI.2.III et VI.5.II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé ;

3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :

- la mauvaise maintenance des RIA et du système d'extinction automatique incendie, la non-conformité du système d'extinction automatique incendie à un référentiel reconnu, la non disponibilité des besoins en eau incendie et la non prise en compte dans une stratégie incendie du stockage spécifique de liquide inflammable peuvent entraîner une propagation non maîtrisée de l'incendie ;

4. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2012 et des articles VI.1.II, VI.2.III et VI.5.II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société LESQUIN LOGISTIQUE GRIMONPREZ, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 5 rue du calvaire 59810 LESQUIN, exploitant un entrepôt situé au 390 rue du calvaire CRT n° 1 59811 LESQUIN, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2012 et des articles VI.1.II, VI.2.III et VI.5.II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisés en réalisant les actions décrites ci-dessous et dans les délais correspondants à compter de la notification du présent arrêté.

Article	Objectifs à atteindre pour respecter la prescription	Délai
Article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2014	<ul style="list-style-type: none">• Justifier du débit disponible de 270 m³/h durant trois heures pour l'extinction d'un incendie• Justifier de la résolution des ponts de non-conformités sur les RIA du bâtiment 1• Justifier la résolution des points de non-conformité avec risques d'échec du système d'extinction automatique	3 mois
Article VI.1.II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 Article 7.6.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2012	Produire une stratégie incendie intégrant les scénarios de référence de l'AM du 24/09/2020 et de l'APC du 24/10/2012	3 mois
Article VI.2.III de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020	Produire une stratégie incendie comprenant l'étude des scénarios de propagation	3 mois
Article VI.5.II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 Article 7.6.4.12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2012	Produire une attestation du référentiel retenu dans la conception initiale du système d'extinction automatique et de son adéquation à la nature du stockage de liquide inflammable	6 mois

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LESQUIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **05 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

